

1. Baptême de l'Air : la définition.

On appelle "Baptêmes de l'Air" des **vois locaux** effectués à titre onéreux, et destinés à faire découvrir le vol aérien à des personnes a priori non initiées aux choses de l'air.

Les vols locaux effectués à titre lucratif par des aéroclubs répondent à des contraintes très précises, et font l'objet du Décret N° 510-7 du Code de l'Aviation Civile. Il s'agit d'une prestation payante effectuée par une association, en dérogation aux dispositions générales qui interdisent le transport aérien public effectué par des organismes non titulaires d'une licence de transporteur aérien.

On se reportera à la fiche spécifique "baptême de l'air" du Guide du Dirigeant pour plus de précisions.

2. Vol à frais partagés.

Certains pilotes ou aéroclubs ne demandent pas aux passagers un "prix de prestation" (le prix "normal" du baptême) mais un "partage des frais" ou une "participation aux frais". Ils échappent de ce fait à la réglementation exposée au paragraphe précédent.

La notion de "participation aux frais", explicitement autorisée par l'arrêté du 31/07/81 (Privilèges de la licence de pilote privé) est essentiellement fiscale, mais elle est généralement admise par l'administration pour faire un distinguo entre "vol rémunéré" (= vol *lucratif*, qui procure un enrichissement à l'opérateur) et "vol avec participation" qui suppose un vol à titre non lucratif. Il y a très peu d'écrits sur cette notion de lucrativité. En effet, il n'existe pas de définition de l'activité lucrative, mais plusieurs critères permettent de cerner cette notion. En particulier, d'après la jurisprudence du conseil d'état, les opérations lucratives s'entendent de "*celles qui sont de nature à engendrer des profits*".

Il est donc légal d'emmener des passagers en leur faisant partager les frais, quelle que soit leur qualité de membres ou non membres du club, et cette façon de faire n'est pas considérée comme pratique lucrative, à condition que :

- le pilote ne fasse aucun bénéfice dans cette opération, il répartit intégralement et de façon égale le prix du vol entre tous les occupants de l'appareil, y compris lui-même.
- le pilote fasse son affaire de la collecte directe des remboursements de frais auprès des passagers, ceux-ci n'apparaissant pas dans la comptabilité du club. En effet, si les passagers étaient amenés à payer directement le club, l'opération serait considérée comme "vente à une personne non membre du club" et serait taxable aux impôts commerciaux.

En cas d'accident, la responsabilité incombe au pilote, à l'A/C et à son président, puisque les activités se déroulent dans le cadre du club. L'assurance RC viendra en garantie des dommages qui peuvent survenir au cours de cette activité.

3. Nos conseils...

Il faut en effet apporter une mise en garde à cette façon de procéder.

1. - Le décret du 28/09/98 introduit une sorte de "garantie de moyens" en imposant une expérience minimum au pilote. Bien sûr, ce décret n'est pas applicable aux vols à frais partagés. Mais si vous estimez ne pas être suffisamment sûr de vous, si vous n'avez pas volé depuis "un certain temps", si vous

Auteur	Date de parution	Annule et remplace	N° Fiche	Page
Service juridique - JPR	17 juillet 2006	Document initial		1/2

connaissez mal l'avion que vous devez utiliser... abstenez-vous d'emmener des passagers, et préférez un vol d'entraînement avec un instructeur.

2. - En cas d'accident, un juge ou l'assureur pourront toujours remettre en cause ce raisonnement par lequel vous pratiquez un vol privé en partage de frais et non un vol local à titre onéreux. Ce sera le cas en particulier s'il s'agit d'un accident dans lequel les passagers sont extérieurs au club, et n'ont aucun lien avec le club ou avec le pilote (parents, amis...) : ces passagers se sont adressés au club pour faire un baptême de l'air, ils n'ont pas la capacité d'apprécier si le vol auquel on les fait participer est un baptême ou un vol à frais partagés. Si le vol est requalifié en baptême de l'air, et que le pilote ou l'aéroclub ne remplissent pas les conditions du décret sur les baptêmes, l'assurance n'assure plus... Grosse source d'ennuis en perspective !

Par contre, si vos passagers font partie de votre famille, de vos amis, sont vos collègues de travail, que vous leur expliquez le principe du partage de frais et appliquez strictement ce qui précède, vous ne devriez a priori pas avoir de soucis



Auteur	Date de parution	Annule et remplace	N° Fiche	Page
Service juridique - JPR	17 juillet 2006	Document initial		2/2